



hugo

Il existe une grande confusion dans la gauche lorsqu'il s'agit de savoir si ce gouvernement est anti-oligarchique ou non. Le caractère abstrait de l'expression « oligarchie » contribue à cette confusion. Si dans notre pays, on désigne par oligarchie les secteurs cotonniers, sucriers, ou le caciquisme (1) de la sierra, nous pouvons dire que ce gouvernement est anti-oligarchique. Mais si par oligarchie on désigne le gouvernement d'un groupe d'intérêts, nous ne pouvons pas qualifier la Junta d'anti-oligarchique ; nous devrions plutôt dire qu'elle représente la « nouvelle oligarchie », qui se substitue à « l'ancienne oligarchie » et qui même, en grande partie, absorbe cette dernière, se l'incorpore de gré ou de force.

LE PEROU, SEMI-COLONIE DE L'IMPERIALISME

Notre pays a été et est encore une semi-colonie de l'impérialisme yankee : l'impérialisme dans sa forme classique était caractérisé par le fait qu'il s'opposait à l'évolution capitaliste des pays sous-développés, les maintenant dans leur rôle de producteurs de matières premières, et d'importateurs de produits manufacturés ; l'Amérique latine était « un continent source de matières premières », complémentaire des « pays industriels », dans le cadre d'une économie impérialiste. Dans ce contexte, les principaux alliés de l'impérialisme dans notre pays étaient les propriétaires des exploitations de sucre et de coton, les caciques de la sierra, les exploités, les importateurs, les exportateurs et les banques alliées à tous ces secteurs, c'est-à-dire les groupes qui avaient intérêt à maintenir notre pays dans le sous-développement.

OLIGARCHIE ET BOURGEOISIE INDUSTRIELLE

La bourgeoisie industrielle qui aspirait au développement capitaliste du pays était très faible. Cependant, le secteur industriel prit de l'importance peu à peu ; en effet, d'une part quelques entreprises impérialistes finirent par comprendre qu'envoyer les matières premières à l'étranger, payer des salaires relativement élevés aux ouvriers d'Amérique du Nord, puis renvoyer à nouveau les produits fabriqués vers le Pérou, était beaucoup moins avantageux pour elles que d'implanter leurs propres usines dans notre pays. Proches des sources de matières premières, elles permettaient d'utiliser une main-d'œuvre indienne à bon marché, payée en soles, et d'élaborer les produits dans le pays où ils allaient être vendus. A leur tour, quelques industriels qui devaient importer les matières premières choisirent de s'y implanter, de même que les industries « de montage » qui purent ainsi se soustraire aux impôts en se faisant livrer en pièces détachées les automobiles et autres constructions.

Mais, d'autre part, les familles de la « vieille oligarchie » élargirent leurs activités en les dirigeant vers le secteur industriel, et ceci de façon plus ou moins généralisée : des noms tels que Aspíllaga, De La Piedra, Pardo, Prado, commencèrent à apparaître dans l'industrie de fabrication.

INDUSTRIALISATION ET REFORME AGRAIRE

La croissance de l'industrie dans notre pays et dans les pays impérialistes demandait donc une augmentation du nombre des consommateurs. La masse paysanne qui, en grande partie, vivait dans une économie d'auto-subsistance, représentait alors un marché potentiel plein d'avenir ; mais bien que la paysannerie se convertisse lentement en consommatrice de produits industriels, un sérieux obstacle empêchait l'accélération de ce processus de façon sérieuse : cet obstacle tenait essentiellement à la vieille structure agraire et aux rapports de production semi-féodaux (dans lesquels la paysannerie ne recevait pas d'argent pour son travail mais seulement le droit de cultiver une petite parcelle pour sa survie). Ces raisons poussèrent les industriels nationaux et impérialistes à considérer la réforme agraire comme une véritable nécessité.

D'autant plus que même si cette industrialisation n'était réalisée que par l'Etat et les capitalistes nationaux, les secteurs impérialistes, producteurs de matériel manufacturé, avaient un intérêt croissant dans le développement industriel de notre pays, seule façon de permettre à celui-ci d'absorber leurs produits.

Les révolutions coloniales qui restèrent dans le cadre de l'économie capitaliste, enseignèrent à l'impérialisme que la réforme agraire et l'industrialisation, malgré leurs prétentions « nationales » stimulaient l'économie impérialiste non pas seulement par l'importation de nouveaux biens de consommation mais aussi par l'importation de matériel lourd, à condition de rester dans le cadre capitaliste.

Il existe donc des secteurs importants de l'impérialisme intéressés au développement industriel capitaliste de notre pays.

Par ailleurs, avec ce processus d'industrialisation, la demande d'ingénieurs et de techniciens formés par les universités nationales et étrangères augmenta ; mais, comme leur nombre excédait les besoins de l'industrie existante, ces cadres, ainsi que d'autres secteurs de la classe moyenne liés à la production industrielle, constituèrent un nouvel élément de pression en faveur du développement de l'industrie.

Ce sont les secteurs énumérés ci-dessus qui sont plus particulièrement intéressés par le développement industriel capitaliste du pays. Nous avons souligné le rôle des secteurs impérialistes, car c'est l'aspect qui est le plus important, car c'est l'aspect spécifique de l'impérialisme à l'étape du néo-capitalisme, et qui se différencie donc de son ancienne opposition fondamentale au développement industriel de nos pays.

Mais en plus de l'intérêt particulier de ces secteurs au développement industriel capitaliste du pays, existe un intérêt général de tous les exploités, aussi bien nationaux qu'impérialistes, à sauver le système capitaliste ; et la seule façon de le sauver c'est d'impulser le développement industriel ; ainsi, les éléments les plus lucides des secteurs exploités en général, défendent-ils le développement industriel capitaliste du pays. (Il y a des camarades qui donnent de l'importance à ce dernier facteur exclusivement, mais nous ne sommes pas de cet avis.)

Mais alors, si les forces intéressées dans la mise à l'écart de la « vieille oligarchie » étaient tellement puissantes et bénéficiaient en plus de l'appui populaire, pourquoi y a-t-il eu besoin d'un coup d'Etat précisément en raison du grand danger que représentait pour les exploités une mobilisation de soutien populaire.

LE ROLE DES MILITAIRES...

C'est que le système parlementaire n'était pas apte à mener à bien de tels changements. Si les intérêts distincts de chaque secteur qui exploite le peuple s'étaient manifestés « démocratiquement » (c'est-à-dire non seulement les intérêts distincts de la vieille oligarchie et des secteurs « favorables au développement industriel », mais encore les intérêts particuliers de chacun d'entre eux, chacun tentant de « tirer la couverture à soi »), si donc on avait mené une large discussion publique sur tous ces problèmes, on aurait stimulé la participation du peuple. Et le fait de « laver son linge sale en public » aurait détérioré sérieusement le pouvoir des classes dominantes.

L'APRA (2), à cause de son « honteux passé révolutionnaire » devait se comporter de façon entièrement servile face à la vieille oligarchie (représentée fondamentalement, en cette période parlementaire, par la UNO (3) dont elle mendiait les faveurs).

L'alliance AP-DC (4) aurait pu mettre en pièces le secteur réactionnaire en s'appuyant sur les masses populaires ; mais cette mobilisation est précisément ce que craignent le plus tous les exploités ; assurés alors de cette crainte et des hésitations des représentants des secteurs « favorables au développement industriel », la vieille oligarchie et les secteurs impérialistes liés à elle imposaient leur volonté. Non seulement ils rendirent impuissante la loi de réforme agraire lors de la dernière étape, mais ils obligèrent également le gouvernement à capituler scandaleusement au sujet de la récupération des gisements pétroliers de La Brea et Parinas. Le scandale de « la page 11 » (5) s'ajoutant à l'inutilité de la loi de réforme agraire montra alors clairement l'échec des tentatives réformistes de Belaunde ; ceci était dangereux non seulement parce que ces deux mesures étaient nécessaires pour impulser le développement industriel, mais encore parce que les masses populaires étaient déjà sensibilisées sur ces deux problèmes.

Ce ne fut pas seulement l'échec du « belaudisme », mais également la démonstration de l'impossibilité de mener à bien des réformes bourgeoises dans le cadre d'un régime parlementaire, sans la dangereuse mobilisation de masses.

Pour ces raisons le coup d'Etat fut nécessaire, afin que les secteurs favorables au développement entreprennent la planification des réformes urgentes nécessaires pour impulser le développement industriel et sauver le système.

... ET LA NATURE DU REGIME

Comme beaucoup l'ont analysé, dans de nombreux pays, les forces armées se sont converties en un parti bourgeois type qui vient à temps pour remplacer les « politiciens » ayant perdu leur prestige. Ce qui bien entendu ne signifie pas qu'au sein même des forces armées il n'y ait pas des frictions liées aux différents secteurs exploités qu'elles représentent. Cependant l'organisation militaire offre cet avantage que les divergences d'intérêt sont tenues secrètes, sans débat ouvert, sans que le peuple en soit alerté.

Nous pouvons dire que le régime actuel est bonapartiste, parce qu'il représente les secteurs exploités dans leur ensemble, son objectif étant de sauver le système ; sans doute sa façon de le sauver favorise-t-elle en particulier les secteurs de la bourgeoisie favorables au développement, aux intérêts desquels il s'identifie le plus.

Et le régime s'est heurté violemment aux vieux secteurs oligarchiques et aux intérêts impérialistes classiques.

Car le gouvernement a pris d'importantes mesures qui affectent beaucoup ces secteurs, favorisant la bourgeoisie industrielle.

La loi de réforme agraire le montre, qui, malgré toutes ses limitations, tend à détruire les latifundia, impulser la productivité, créer des couches paysannes petites-bourgeoises, avec un pouvoir d'achat qui leur permette de s'intégrer au marché capitaliste. De plus, la forme d'expropriation pratiquée avec les « bons industriels » oblige les caciques à se convertir en capitalistes industriels, ce qui les maintient dans leur rôle d'exploiteurs tout en les obligeant à se reconverter.

Le renforcement de l'Etat bourgeois dans le cadre de l'économie nationale est une caractéristique propre au néo-capitalisme des pays retardataires comme des pays avancés. Face au danger pour le système capitaliste d'aller à sa perte s'il reste à la merci de la lutte que se livrent entre eux les exploités nationaux pour des gains plus importants, ceux-ci eux-mêmes se sont rendus compte qu'ils avaient besoin d'un Etat bourgeois toujours plus fort, disposant d'un pouvoir de décision croissant en politique économique ; de cette seule façon cet Etat peut conduire la barque du capitalisme avec une efficacité suffisante pour la sauver du naufrage.

Là est la raison de la fameuse « planification ». C'est pour cela que l'Etat tend à prendre en charge les services (sources d'énergie, communications, transports, etc.), des industries de base et d'autres leviers de l'économie. C'est



pour cela que la Junta a nationalisé le raffinage et la commercialisation du cuivre et d'autres minerais, ainsi que la commercialisation de la farine de poisson ; qu'elle a soutenu la banque d'Etat, contrôlé les devises, nationalisé les services téléphoniques et subventionné la « Compagnie Péruvienne de Bateaux ».

L'Etat essaye de prendre en mains les leviers fondamentaux de l'économie, pour que celle-ci se développe au mieux des intérêts capitalistes, c'est-à-dire permette à l'industrie de disposer de tout le nécessaire pour obtenir les meilleurs profits. Ceci s'appelle « développement de l'économie », de l'économie capitaliste bien sûr.

Et la réforme de l'éducation n'est rien d'autre qu'un complément à cet objectif.

UN EXEMPLE DU « REFORMISME » DE L'ARMEE : LA RATIONALISATION CAPITALISTE DE L'ENSEIGNEMENT

En effet, le système d'éducation péruvien était anachronique, véritable résidu d'une société ancestrale ; destiné aux couches aristocratiques, il avait à peine subi quelques touches au niveau du supérieur (cependant, il est certain que l'intervention étudiante à l'université modifia beaucoup l'enseignement supérieur). Les enseignements primaire et secondaire par contre, restèrent presque inchangés. Mais l'entrée massive des couches populaires dans le primaire et le secondaire, destinés jusqu'alors à ne recevoir qu'une élite qui, en règle générale, terminerait ses études dans le supérieur, entraîna le système éducatif dans le chaos.

A l'heure actuelle le gouvernement a réformé le primaire et le secondaire afin qu'ils produisent les cadres moyens et la main-d'œuvre qualifiée que nécessite une société industrielle. Ceci sans aucun doute représente un progrès. Cependant, l'introduction de ce critère de rentabilité dans les facultés a provoqué un retour en arrière, annulant en pratique le pouvoir des étudiants à l'université. Car ce pouvoir, entre autres choses, mettait en avant la lutte pour une université au service du peuple et non des exploités, que ceux-ci soient de la « vieille » ou de la « nouvelle vague », impérialistes ou nationaux, caciques ou capitalistes.

Mais le gouvernement se heurte également aux secteurs industriels et la preuve en est l'opposition de ceux-ci à la loi de l'industrie (6). Ce désaccord a permis de montrer clairement le caractère bonapartiste du régime. En effet, alors que la Société Nationale de l'Industrie veille sur les intérêts immédiats des capitalistes, avec l'ambition aveugle propre aux exploités dans leur particularité, la Junta représente les intérêts de l'ensemble des exploités, défend les intérêts historiques généraux de cette bourgeoisie industrielle.

Les efforts déployés pour réduire la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme sont alors une preuve supplémentaire du caractère bonapartiste du régime, sans que cela puisse vouloir dire qu'il soit « anti-impérialiste », car comme nous l'avons vu, le développement capitaliste du pays s'insère dans le cadre des intérêts généraux de l'impérialisme à l'époque du néo-capitalisme.

LA GAUCHE

Une grande partie de la gauche a capitulé lâchement devant ce gouvernement bourgeois.

Au premier plan vient le P.C. pro-Moscou, ravi de voir « confirmée par la réalité » sa théorie stalinienne de la « bourgeoisie nationale progressiste ». A ses côtés, il compte des opportunistes de vieille souche comme le F.L.N. et des « personnalités » isolées. De même un pseudo-trotskyste comme le pablite Frias et les possédants de « Voix Ouvrière » ont fraternisé sous le drapeau de la « révolution » qu'agitait la Junta militaire, découvrant que la « réalité est au-dessus de la théorie » et faisant l'auto-critique de leurs anciennes positions.

Tous ces groupes dansèrent de joie en recevant la « bénédiction » de Fidel pour leur capitulation.